

59-2020-00039



DDTM du Nord  
Service Eau et Environnement  
62, Boulevard de Belfort  
CS 90007  
59042 LILLE CEDEX

Saint-Laurent-Blangy, le 25 mars 2020

Objet : Prélèvements issus d'un forage, rubrique 1.1.2.0

**Siège administratif**

56 avenue Roger Salengro  
BP 80039  
62051 Saint Laurent Blangy cedex

Tél. : 03 21 60 57 57  
Email : [contact@agriculture-npdc.fr](mailto:contact@agriculture-npdc.fr)

Madame, Monsieur,

Veillez trouver sous ce pli en 3 exemplaires, la déclaration de prélèvement d'eau pour un forage réalisé sur la commune de ANNEUX 59400 pour :

*M. COLAR ADRIEN  
27 GRAND RUE  
59400 ANNEUX*

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Chambre d'Agriculture,

Nathalie TOUPET.

**Siège social**

299 boulevard de Leeds  
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Etablissement public  
loi du 31/01/1924  
Siret 130 013 543 00033  
APE 9411Z

[www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr](http://www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr)





PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
L'EXPLOITATION D'UN FORAGE PARCELLE ZD538  
POUR UN DEBIT MAXIMUM DE 48000 M3/AN  
COMMUNE DE ANNEUX

DOSSIER N° 59-2020-00039  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD

Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 08 avril 2020, présenté par MONSIEUR ADRIEN COLAR, enregistré sous le n° 59-2020-00039 et relatif à : **L'EXPLOITATION D'UN FORAGE PARCELLE ZD538 POUR UN DEBIT MAXIMUM DE 48000 M3/AN ;**

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**MONSIEUR ADRIEN COLAR  
27 GRAND RUE  
59400 ANNEUX**

concernant :

**L'EXPLOITATION D'UN FORAGE PARCELLE ZD538 POUR UN DEBIT MAXIMUM  
DE 48000 M3/AN**

dont la réalisation est prévue dans la commune d' ANNEUX.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :



Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200.000 m <sup>3</sup> /an (A) 2° Supérieur à 10.000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200.000 m <sup>3</sup> /an (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Conformément à l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée prorogeant les délais échus pendant la période d'urgence sanitaire, le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 24 août 2020**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, **considérée au 24 juin 2020**, durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Dans ce cas, si vous entendez contester la décision d'opposition tacite, vous devez, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle est née la décision d'opposition tacite, conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37; copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie d'ANNEUX où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra préalablement être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.



En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **17 JUIN 2020**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Police de l'Eau,

Lionel STANISLAVE

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.





## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.2.0)



Lille, le **17 JUIL. 2020**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, relatif à la demande d'**exploitation d'un forage autorisé le 21 mars 2019, au lieu-dit Derrière les haies sur la commune de Anneux (Nord)**, pour lequel un récépissé vous a été notifié le 17 juin 2020, je vous informe que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

L'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée a prorogé les délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et a adapté les procédures pendant cette même période ; en conséquence, les délais ont été interrompus entre le 12 mars et le 24 juin 2020.

Le présent accord est basé sur le dossier reçu le 25 mars 2020, pour les caractéristiques suivantes :

Parcelle : ZD538 X = 708 786 Y = 7 005 862 Z 73 (Lambert 93)

Profondeur : 42 m – Nappe de la Craie du Cambrésis (FRAG010)

Débit maximum autorisé : 20 m<sup>3</sup>/heure ou 400 m<sup>3</sup>/jour ou 48 000 m<sup>3</sup>/an pour 30 ha à irriguer

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti, **préalablement**, de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Anneux pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre II du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, etc...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

.../...

Par ailleurs, j'attire tout particulièrement votre attention sur l'usage de l'eau, notamment en période de sécheresse, puisqu'un arrêté préfectoral du 16 juin 2020 place le département du Nord en divers seuils : vigilance, alerte, alerte renforcée.

La commune de Anneux fait partie du **bassin versant de l'Escaut**. Celui-ci est placé en seuil d'**Alerte Sécheresse**. Ainsi, les mesures concernant les agriculteurs sont les suivantes :

Tout prélèvement dans une voie d'eau ne peut se faire que dans les conditions définies à l'article 4 de l'arrêté sécheresse du 16 juin 2020.

L'irrigation des cultures est interdite les samedis et dimanches de 10 H 00 à 18 H 00.

En situation de canicule, lors du déclenchement du niveau orange, l'irrigation des cultures sera interdite tous les jours de la semaine entre 10 H 00 à 18 H 00.

Un registre de prélèvements est tenu à jour par l'exploitant.

Les mesures ci-dessus, ne concernent ni les systèmes d'irrigation au goutte à goutte ou la brumisation des cultures sensibles (type salade), ni les prélèvements effectués pour l'abreuvement des animaux.

Ainsi, vous devez réduire vos consommations d'eau, et éviter les utilisations qui ne sont pas indispensables.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de votre dossier D-59-2020-00039, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 00 - mail : annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le directeur départemental,



Éric FISSE

Monsieur Adrien COLAR

27 Grand'rue  
59400 ANNEUX

**Recommandé avec Accusé de Réception**

Réf. : *P.E-771*

P. J. : Imprimé de début/fin de travaux

Copie à Monsieur le responsable du service territorial Centre de la DDTM  
Nathalie TOUPET – Chambre d'Agriculture du Nord – Pas-de-Calais

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Monsieur Adrien COLAR**

27 Grand'rue - 59400 ANNEUX

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare<sup>1</sup> :

**Dossier Loi sur l'eau  
(D-59-2020-00039) :**

==> avoir démarré les travaux à la date du \_\_\_\_\_  
(1<sup>er</sup> envoi de cet imprimé)

**Exploitation d'un forage autorisé  
le 21 mars 2019,  
au lieu-dit *Derrière les haies*  
sur la commune de Anneux (Nord)**

==> avoir terminé les travaux à la date du \_\_\_\_\_  
(2<sup>ème</sup> envoi de cet imprimé)

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

A retourner dûment complété, daté et signé à :

↳ DDTM du Nord  
Service Eau Nature et Territoires – Unité Police de l'Eau  
62 boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 LILLE Cédex  
Courriel : ddtm-sent@nord.gouv.fr

1 Déclaration à faire au démarrage, ainsi qu'à chaque reprise après interruption des travaux.



Lille, le **17 JUIL. 2020**

Monsieur le maire,

Conformément à l'article R214-37 du code de l'environnement, je vous transmets un exemplaire du dossier de déclaration reçu le 18 février 2020 et complété le 25 mars 2020 par Monsieur Adrien COLAR. Il s'agit de l'exploitation d'un forage d'irrigation autorisé le 21 mars 2019 sur le territoire de votre commune.

Je vous joins également une copie du récépissé et de la notification de l'accord adressés à Monsieur Adrien COLAR, pour affichage en votre mairie durant une période de 1 mois minimum.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins 6 mois.

Annabelle CAPENDU, en charge de l'instruction de ce dossier D-59-2020-00039, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 00 – mail : annabelle.capendu@nord.gouv.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le directeur départemental,



Éric FISSE

Monsieur le maire de Anneux

Hôtel de ville  
Grande Rue  
59400 ANNEUX

Réf. : **PE-772**

P. J. : Un dossier et une copie de l'accord  
Copie à Monsieur le responsable du service territorial Centre de la DDTM

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

